

**LE JOUR, 1951
25 FÉVRIER 1951**

PROPOS DOMINICAUX

Entre le Gouvernement et le peuple il faut normalement des rapports détendus, il faut la confiance du peuple et la volonté de servir du gouvernement. Par la volonté de servir, il faut entendre la détermination de subordonner l'intérêt personnel à l'intérêt général ; autrement, c'est soi-même qu'on servirait et non point l'Etat.

A défaut de la confiance unanime du peuple, son respect pour un temps suffira. C'est ce qui se voit, entre une législature et l'autre, dans les pays les plus avancés. **L'opposition fait alors son métier.** Mais quand la confiance et le respect manquent ensemble, c'est le signe d'une maladie. **Alors il faut changer quelque chose dans le gouvernement et dans l'Etat.** La vie courante veut cela dans ce qu'elle a de plus naturel et de plus simple.

Nous n'écrivons pas en ce moment pour le présent, mais pour l'avenir. La longue leçon du passé et la conjoncture où nous sommes justifient le rappel de quelques principes et de quelques règles. **Dans toute la mesure du possible, on fait gouverner l'Etat par les plus aptes ; on le fait gouverner par les plus dignes.**

Pendant des années, nous avons pensé qu'au Liban on pouvait prendre des ministres en dehors de la Chambre, au besoin. Sauf une ou deux exceptions éphémères, **on n'a vu cela à la fin que lorsqu'il a fallu donner des garanties au peuple.** Ce qui a paru si difficile pendant si longtemps est devenu du coup assez aisé et peut-être trop. Chacun a pu le constater.

Quand les représentants présumés du peuple ne se montrent plus exigeants à l'égard du Gouvernement, automatiquement, le peuple reprend ses droits. **Si la Chambre ne critique plus, alors c'est la rue qui critique davantage. Quand la Chambre est muette, il faut que la presse parle. Quand la tribune est désertée, la place publique se remplit sans effort.**

Et rien n'est pire qu'une attitude de défi du gouvernement en face du peuple **quand ce qu'on critique est d'ordre moral.** Rien n'empoisonne une nation comme cela. **Tandis que le courage d'un gouvernement en face de l'opinion est ce qu'il y a de plus recommandable et de plus méritoire quand c'est la justice et l'ordre qui sont défendus contre la démagogie et les passions.**

Pour qu'un travail sérieux puisse se faire en paix chez nous, notre souhait est que la confiance du peuple dans son gouvernement se retrouve, que le gouvernement la mérite et que chacun puisse dire : "Voilà des hommes sérieux qui sont là. Ils peuvent avoir des conceptions différentes des nôtres mais la bonne foi règne et non point les appétits ; ni cette rage de recourir à tous les moyens pour obtenir ce que la raison interdit et ce que la justice condamne".